

Bilan sinistre de la présidentielle 2022

Posté le : 24 avril 2022 08:14 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Attitudes

Alors que les Français ont été conduits à un second tour dont ils ne voulaient pas, par un président qu'ils ne respectent pas et que beaucoup haïssent, mais qui est un manœuvrier expert et sans scrupule, jamais les risques n'ont été plus grands pour la France de se dissoudre dans la déconsidération et l'impuissance alors que les risques politiques, économiques, diplomatiques et sociaux deviennent majeurs.

L'élection présidentielle n'a pas été « volée », mais une fois de plus elle a été dépouillée de toute signification afin d'assurer le contrôle du pays par la petite équipe en place. La manœuvre a réussi : le président sortant se retrouve face à la famille Le Pen et toutes les bouches médiatiques crient à l'unisson au risque de fascisme en cas de victoire de l'extrême-droite. On voit même des dirigeants étrangers crier au loup dans une bergerie étrangère ! « Tous ensemble, tous ensemble contre l'émule de Hitler et de Poutine réunis qui nous mène au chaos ». Ce qui est d'ailleurs exact, pour ce qui est du chaos. Ce qui fait que le scrutin de dimanche, organisé astucieusement un jour de départ en vacances, ne présente aucun suspense. Autant le dire avant de connaître les résultats !

Il faudrait une énorme surprise pour que Madame Le Pen qui perd 0.5 % dans les sondages tous les jours depuis une semaine l'emporte. Il est vrai que les 1.7 % du PS et les 4.7 % de LR ont été d'énormes surprises. Il est vrai aussi qu'à force d'imposer une force centriste démesurée, incohérente et impuissante, on fait monter mécaniquement les extrêmes, contrairement à la promesse initiale de Macron mais conformément à tous les avertissements donnés il y a 5 ans. On dégoûte aussi ceux qui pourraient avoir des réserves sur l'absence de résultats d'une action « bouillie pour les chats » asservie aux besoins psychologiques et électoraux de M. Macron. L'absence d'alternative empêche toute alternance, donc pousse aussi à l'abstention. Au total on assiste à une déconstruction de la démocratie avec asservissement à des clans, dans un climat de propagande et de malhonnêteté intellectuelle totale.

Il est faux qu'Emmanuel Macron ait été une victime innocente de crises à répétition. Les difficultés des trois premières années de son règne sont intégralement dues aux promesses électorales démagogiques utilisées lors de son élection et aux erreurs qu'il a commises. Il est sorti de ces trois années sans bilan et il a été sauvé par la crise du Covid.

Il est faux qu'Emmanuel Macron ait bien géré la crise du Covid. La récession a été inutilement profonde avec une reprise trop lente pour regagner tout le terrain perdu. D'autres ont fait beaucoup mieux avec une dépression réduite et vite rattrapée. L'indemnisation de l'inactivité, quoi qu'il en coûte, a été certes « généreuse » mais au prix d'un endettement vertigineux. Beaucoup de pays ont réussi à indemniser sérieusement et à revenir à une situation normale rapidement, sans aggravation massive de la dette. Quant à l'aspect médical nous avons déjà montré ici que le nombre de décès nous classe dans les tout premiers rangs, avec une dépendance à l'Europe qui a été prise la main dans le sac de connivence avec « big pharma » et un achat de 1 milliard d'euros de produits connus comme inefficaces et dangereux.

En revanche Emmanuel Macron candidat a utilisé les deux dernières années pour tout lâcher démagogiquement à des catégories ciblées, pour pouvoir dire à chacun : n'oublie pas le chèque que j'ai fait pour toi ! Ce qui est, à ce niveau-là, parfaitement écœurant et au-delà de tout ce qu'on a pu

faire jusqu'ici en matière de démagogie électorale.

Il fallait absolument éviter tout débat de fond. La réussite a été remarquable. Tout a été escamoté. Le nouveau quinquennat s'ouvre sous des auspices dramatiques et rien n'a été clarifié, discuté, étudié, réfléchi. Ni la situation qui se construit et qui nous attend, ni les stratégies et tactiques possibles pour y faire face.

La responsabilité est évidemment partagée par toutes les forces politiques qui se sont engagées dans l'élection.

Les LR n'ont plus de leader(s) depuis longtemps et le parti est gangrené par les défections. Sa direction actuelle est surtout soucieuse de ne rien dire ou faire qui puisse le déstabiliser plus. Sa candidate a été au combat sans vrai projet ni raison d'être là suffisamment forte. Une campagne pusillanime a compromis définitivement les chances du parti. Le score réalisé est grotesque.

Le PS, pour les mêmes raisons, a fait pire, l'extrêmement mauvaise candidate choisie méritant amplement de ne pas atteindre 2 % des votes exprimés.

Éric Zemmour a commencé brillamment sa campagne en portant un vrai projet et en organisant une campagne à l'ancienne mais puissante. Son embarcation s'est fracassée en partie sur le cordon sanitaire organisé pour le diaboliser, en partie sur des rochers imprévisibles, comme la guerre en Ukraine, en partie sur ses propres insuffisances. Il n'a réussi qu'à rameuter des gens passés par le FN ou le RN, se collant lui-même une étiquette d'extrême-droite, renforcée par l'arrivée de Marion Maréchal et l'impossibilité de sortir d'un projet exclusivement identitaire et négatif. Ses propos légers sur Poutine et odieux sur les réfugiés ukrainiens l'ont fait passer à la trappe. L'union des droites sans exclusives n'est pas un projet présidentiel. Et la préoccupation anti-musulmane n'est pas la seule à peser sur le destin français. À 7 %, il fait un score honorable pour un marginal s'essayant à l'exercice pour la première fois. Mais il n'a pu empêcher que le vote protestataire populiste de droite se fixe sur Madame Le Pen qui accroît son score. Finalement, il a surtout nui à LR et à la « droite de gouvernement », dont il compromet durablement le redressement.

Les Verts ont eu des résultats éliminatoires du fait de leur absence d'unité et de l'ambiguïté de leur programme. Il n'y a pratiquement pas d'écologie dans leur projet anticapitaliste et anti-patriarcal, où le wokisme violent s'est installé. Cela s'est vu. La destruction d'un pays n'est pas un programme électoral présidentiel, même si on l'appelle déconstruction. .

Dans ces conditions, les partis populistes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, c'est-à-dire portant une parole radicale de contestation et ne cherchant qu'à faire turbuler le système en s'appuyant sur les rancœurs, étaient les seuls à donner du sens à un vote contre l'équipe sortante et son président approximatif et dangereux. Les deux étaient conduits par des chefs incontestés et rompus à l'exercice. Mélenchon a accru ses voix sans pouvoir rattraper Mme Le Pen. Et l'addition de toutes les voix de contestation radicale dépasse notablement les 50 %.

Marine Le Pen qui n'était parvenu à rassembler que 32 % des voix au second tour de 2017 va monter entre 43 et 45 %. Macron a donc gagné son pari au prix d'une montée radicale des extrêmes et d'un effondrement des alternatives, alors qu'il ne pourra pas se représenter dans 5 ans.

LREM ayant prouvé sa nullité comme parti et étant réduit à un simple agrégat d'opportunistes et de représentants de lobbies ne peut rien apporter de positif dans les 5 ans à venir, même si le parti seul ou allié gagne les élections législatives.

Le tableau électoral, éclaté façon puzzle, qui suivra ces élections, sera pitoyable, avec aucun programme de gouvernement sérieux.

Le même petit groupe d'énarques politisés gouvernera, à la godille, dans un champ de mines de plus

en plus étendu. Tous les grands dangers extérieurs vont être aggravés et là, le président élu va se trouver confronté à des réalités extérieures vraiment saumâtres. Un effondrement boursier et une récession sont possibles, comme l'éclatement des relations financières et commerciales déséquilibrées, l'impuissance des banques centrales et le manque d'énergie.

La politique de décarbonation totale en mode accéléré est ruineuse et porte en elle la mort de bien des libertés. La disparition des naissances compensées partiellement par une immigration qui restera massive, dans des conditions économiques récessives, avec un vieillissement accéléré de la population, est synonyme de tragédies à venir. L'aggravation de la dissolution des institutions françaises dans le cadre européen devenu substitutif marquera la territorialisation définitive du pays et la fin d'une grande nation. Le gouvernement des juges va être aggravé rendant impuissante l'action publique.

L'impuissance militaire de la France va être soulignée, la récession-inflation à venir privant de toute ressource le sursaut des investissements militaires que tout le monde considère désormais comme critique.

On va donc vers une situation à cinq ans qui sera déplorable, sans aucune possibilité de voir une alternance bienfaisante prendre le relais pendant le quinquennat. Les extrémismes vont pouvoir s'exprimer avec force tout le temps, face à un président qui visera l'étape d'après pour lui qu'il est le seul à connaître et qui peut le conduire à prendre des décisions contraires à l'intérêt du pays pour favoriser ses entreprises.

En dépouillant une fois de plus l'élection présidentielle de son rôle de construction de l'avenir politique par une majorité de projet au profit d'un clan astucieux et manœuvrier, Macron, une fois de plus, nuit à l'intérêt national en imposant des cartes forcées.

Cela a coûté très cher aux Français pendant le premier quinquennat. La facture du prochain sera encore plus salée.